

2026

## Note d'information : les métiers des assurances, des banques et de l'immobilier



## Table des matières

<b>1. Introduction</b> .....	3
<b>2. Contour du secteur et de la note</b> .....	3
<b>3. Contexte socio-économique</b> .....	4
<b>4. Enjeux socio-économiques</b> .....	6
a. <b>Assurances &amp; Banques</b> .....	6
b. <b>Immobilier</b> .....	9
<b>5. Les métiers : définition, compétences et marché du travail</b> .....	9
a. <b>C.11 Assurance</b> .....	9
Définition.....	10
Le marché de l'emploi.....	12
b. <b>C.12 et C13 : Banque et finance</b> .....	14
c. <b>C14 Immobilier</b> .....	15
Définitions .....	15
Le marché de l'emploi.....	17
<b>6. Formations et accès aux métiers</b> .....	18
a. <b>Assurances</b> .....	18
Reconnaissance auprès de la FSMA .....	18
IFAPME – Courtier en assurances.....	19
Forem – Conseiller en assurances .....	19
Enseignement supérieur .....	19
b. <b>Banques et finance</b> .....	19
c. <b>Immobilier</b> .....	20
Agrément.....	20
IFAPME – Agent immobilier.....	20
IFAPME – Expert en immobilier .....	21
Enseignement supérieur .....	21
<b>7. Conclusions</b> .....	21
<b>8. Bibliographie (non exhaustive)</b> .....	23

## 1. Introduction

Les métiers de la famille professionnelle C. Banque, Assurances et immobilier n'avaient pas encore fait l'objet d'une étude plus approfondie. En octobre 2025, l'IBEFE Bw a décidé d'ajouter le métier de conseiller en assurances à la suite des premiers éléments d'analyse.

Cette note d'information permettra de se positionner sur ce métier et sur d'autres de cette famille professionnelle. Elle informe sur les métiers, le marché de l'emploi, ainsi que l'offre de formation et d'enseignement. Elle se base principalement sur la littérature, les données quantitatives et la rencontre avec Wilink Insurance lors de la séance de l'IBEFE de novembre 2025.

Les intitulés des métiers, des formations ou des options sont utilisés de manière épicène. Pour une meilleure lisibilité, nous avons employé le masculin. Les chiffres nous ont été fournis par nos différents partenaires. Les méthodes de collecte et de calcul de données diffèrent d'un fournisseur à l'autre, tout comme les années de référence. C'est pourquoi les comparaisons ne sont pas possibles.

## 2. Contour du secteur et de la note

La nomenclature ROME<sup>1</sup> reprend cinq catégories professionnelles pour cette famille :

- C 11 Assurance
- C 12 Banque
- C 13 Finance
- C14 Gestion administrative banque et assurances
- C15 Immobilier

Dans ce rapport, nous regrouperons les catégories C12, C13 et C14. Nous approfondirons seulement les métiers accessibles aux personnes ne disposant pas de diplôme de l'enseignement supérieur<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> La nomenclature ROME (Répertoire Opérationnel des Métiers et des Emplois) est un système de classification français qui organise et décrit les métiers et emplois en regroupant les activités professionnelles selon leurs compétences et finalités. Cette nomenclature a été adaptée à la Belgique (ROME V3). Les « codes » ROME V3 permettent de réaliser des correspondances entre les formations et les métiers

<sup>2</sup> L'IBEFE a un rôle local d'interface et de concertation d'une part, et d'appui au pilotage de l'enseignement qualifiant et de la formation professionnelle d'autre part. Sont concernés : l'enseignement technique et professionnel (ordinaire, spécialisé, de plein exercice et en alternance), l'enseignement de promotion sociale, l'Institut wallon de la Formation en Alternance et des indépendants et Petites et Moyennes Entreprises (IFAPME), le Service public wallon de l'Emploi et de la Formation professionnelle (FOREM), les Centres d'insertion socio-professionnelle (CISP).

La famille professionnelle « C. – Banque, Assurances et Immobilier » se rapporte à deux secteurs distincts de la nomenclature NACE-BEL 2008 : les Activités financières et d'assurance et les Activités immobilières.

- K « Activités financières et d'assurance »

Ce secteur comprend les Activités des services financiers, hors assurance et caisse de retraite (64), l'Assurance (65) et les Activités auxiliaires de services financiers et s'assurance (66).

« *Le secteur de la finance, des banques et des assurances comprend l'intermédiation monétaire (banque centrale), l'intermédiation financière (les banques) ainsi que les assurances et les caisses de retraite.* »<sup>3</sup>

- L « Activités immobilières »

Ce secteur reprend les Activités des marchands de biens immobiliers (68.1), la Location et exploitation des biens immobiliers propres ou loués (68.2) et les Activités immobilières pour compte de tiers (68.3).

### 3. Contexte socio-économique

Le tableau ci-dessous représente, pour l'année 2022, la situation des employeurs et des travailleurs assujettis à la sécurité sociale des travailleurs salariés dans les secteurs analysés.

	Nb postes Bassin 2022	Poids du secteur (%)		Indice de spécialisation par rapport à la Wallonie	Nb de postes 2018 Bassin	Evolution 2018-2022(%)		Nb établissements Bassin 2022	Pourcentage de femmes
		Bassin	Wallonie			Bassin	Wallonie		
Activités financières et d'assurance	4.037	2,9%	1,6%	177,1	3.960	1,9%	-7,4%	342	49,1%
Activités immobilières	823	0,6%	0,6%	104,1	762	8,0%	6,3%	331	49,3%

Source : ONSS, répartition des postes de travail, 30/06/2022 : Calculs : IWEPS

Le secteur des Activités financières et d'assurance comptait 4.037 postes dans le bassin<sup>4</sup> et celui des activités immobilières en comptait 823. Il s'agit de petits secteurs qui représentaient respectivement 2,9% et 0,6% des postes brabançons, ainsi que 0,6% des postes wallons.

<sup>3</sup> Forem, « [Finances, banques et assurances](#) » in « Info métier », page visitée en janvier 2026

<sup>4</sup> L'emploi salarié est exprimé en nombre de postes de travail et non en nombre de travailleurs. Un travailleur peut occuper plusieurs postes de travail, par exemple les travailleurs à temps partiel. La répartition territoriale de ces postes se base sur la localisation des unités locales ou d'établissements, identifiables par une adresse où s'exerce au moins une activité de l'entreprise ou à partir de laquelle l'activité est exercée.

Le rapport analytique et prospectif 2024 de l'IBEFE du Brabant wallon a mis en exergue le secteur des Activités financières et assurances : il s'agit du troisième secteur présentant un indice de spécialisation le plus élevé en Brabant wallon (177,1)<sup>5</sup>. Il se distingue aussi par une évolution positive des postes de travail salarié entre 2018 à 2022 (+1,9%) dans le bassin, alors qu'elle est négative en Wallonie (-7,4%).

Le tableau ci-après, reprend les assujettis à la TVA du secteur, c'est-à-dire toutes les personnes (physique ou morale, ou même une entité sans personnalité juridique) qui exercent de manière indépendante et habituelle une activité économique consistant à livrer des biens ou à fournir des services soumis au Code de la TVA. La localisation dépend du lieu du siège social et non des lieux d'exploitation.

Nombres d'assujettis 2024	Brabant wallon	Région wallonne	Bw/Rw
64 Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	52	226	23,0%
65 Assurance	6	18	33,3%
66 Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance	380	2.217	17,1%
	<b>438</b>	<b>2.461</b>	<b>17,8%</b>
<b>68 Activités immobilières</b>	<b>1.951</b>	<b>8.677</b>	<b>22,5%</b>

Source : Statbel (Direction générale Statistique - Statistics Belgium) ; Traitement : IBEFE Bw

17,8% des assujettis wallons actifs dans les Activités financières et d'assurance et près d'un quart (22,5%) des assujettis wallons actifs dans les activités immobilières sont brabançons.

Assuralia 2024 dresse un état de l'emploi dans les entreprises d'assurance en Belgique<sup>6</sup> : fin 2024, on comptait 21.851 travailleurs en CDI, dont 55,6 % de femmes, et près d'un cinquième en temps partiel (19,2 %). En équivalent temps plein (FTE), cela représente environ 20.695 FTE, ce qui montre l'importance du volume de travail effectivement réalisé.

2024 marque une rupture avec la tendance négative observée depuis 2015 : après une baisse progressive, l'emploi sous CDI a enregistré une hausse de 200 emplois (+0,9 %) par rapport à fin 2023, confirmant une reprise entamée l'année précédente. Toutefois, le niveau reste inférieur à celui de 2015, avec un déficit de 1.142 emplois.

L'analyse des flux montre que 1.916 personnes ont été engagées en CDI en 2024, tandis que 1.716 salariés ont quitté le secteur. Cette inversion du solde (plus d'entrées que de sorties) explique la reprise d'emploi. Les départs résultent

<sup>5</sup> L'indice de spécialisation est le rapport entre le nombre de postes dans le secteur d'activité en Brabant wallon divisé par le nombre de postes en Brabant wallon, et le nombre de postes dans le secteur d'activité en Wallonie sur le nombre de postes en Wallonie. Si l'indice est supérieur à 100, la zone géographique concernée est spécialisée dans le secteur d'activité.

<sup>6</sup> Assuralia, Série Statistiques, L'emploi dans le secteur de l'assurance en 2024

principalement de démissions (39 %), de licenciements (27 %), et de départs à la retraite ou en RCC<sup>7</sup> (23 %).

Au niveau des profils, le personnel présente un âge moyen de 45 ans et 7 mois avec une ancienneté similaire (14 ans et 7 mois). La catégorie “exécution” représente 50,2 % des effectifs, suivie des cadres (40,7 %). De plus, 81,1 % des salariés possèdent un diplôme de bachelier ou master, un taux qui grimpe à 84,9 % pour les moins de 35 ans.

Enfin, les contrats à durée déterminée (CDD) restent limités : 325 personnes en CDD et 710 étudiants ont travaillé dans le secteur en 2024. Quant au travail à temps partiel sous CDI (4.186 personnes), il atteint son niveau le plus bas depuis 2015 (19,2 %), représentant une baisse par rapport à un maximum de 25,3 % en 2015.

## 4. Enjeux socio-économiques

### a. Assurances & Banques

#### 4.1. Assurances & Banques

Le secteur des assurances et des banques évolue, entre autres, sous l’effet combiné des nouveaux usages, des risques climatiques et des exigences réglementaires. Dans ce contexte, il continue de se transformer pour répondre à des enjeux de plus en plus complexes.

Depuis plusieurs décennies, ce secteur se transforme profondément sous l’effet des **crises économiques et financières successives**, tout en conservant un rôle vital dans le soutien financier aux ménages et aux entreprises (octroi de crédits, accompagnement, gestion des risques). Autrement dit, il reste un pilier de stabilité malgré des chocs répétés.

La **mobilité douce** bouleverse les pratiques : vélos électriques et trottinettes gagnent du terrain, ce qui entraîne une demande croissante pour des produits adaptés. Assuralia<sup>8</sup> souligne que ces engins, parfois hors du champ de la RC auto obligatoire, nécessitent des couvertures spécifiques pour le vol, les dommages corporels et l’assistance. Les assureurs doivent ajuster leurs offres tout en renforçant la prévention, car près de 43 % des accidents de trajet impliquent vélo ou trottinette, avec des conséquences souvent lourdes<sup>9</sup>. Ainsi, de nouveaux besoins d’assurance émergent rapidement.

Le changement climatique entraîne une montée des **risques climatiques** : les inondations de juillet 2021 ont généré 73 790 dossiers pour un coût de

---

<sup>7</sup> Régime de chômage avec complément d’entreprise, anciennement nommé prépension.

<sup>8</sup> Assuralia, « [Entretien avec Thomas Vierset : la mobilité évolue, les assurances aussi](#) » in « Articles », 28/11/2025, page visitée le 09/01/2026

<sup>9</sup> Assuralia, « [De plus en plus d'accidents sur le chemin du travail liés à la mobilité douce](#) » in « Pressroom », 11 septembre 2025, page visitée le 09/01/2026

2,24 milliards €<sup>10</sup>, révélant la vulnérabilité des zones périurbaines, y compris dans le Brabant wallon. Cette situation oblige les assureurs à intégrer des outils de modélisation spatiale et à encourager la rénovation préventive, tandis que les banques doivent anticiper l'impact sur la valeur des biens et le financement des travaux. De ce fait, les acteurs financiers sont directement confrontés aux conséquences du changement climatique.

La **sécurité** reste un enjeu majeur, qu'il s'agisse de **terrorisme ou de cybersécurité**. En matière de sécurité, la couverture des dommages liés au terrorisme est assurée via TRIP<sup>11</sup>, un pool associatif de réassurance où les assureurs se partagent les indemnisations, avec le soutien de l'État si besoin. Parallèlement, le cadre légal de la protection des données (RGPD) exige une vigilance et impose des obligations de fond.

Depuis la crise financière de 2008, la **supervision publique** s'est également fortement intensifiée : le renforcement des réglementations et des contrôles a un impact significatif sur les pratiques internes et les obligations de conformité. Par conséquent, les institutions doivent continuellement adapter leurs procédures et leurs systèmes internes.

Enfin, la **hausse des loyers** pèse sur la solvabilité des ménages et réduit leur capacité à souscrire des assurances facultatives. En Brabant wallon, la progression est particulièrement marquée : +8,4 % en 2025, avec un loyer moyen dépassant 1 200 €, et Wavre franchit le seuil des 1 000 €<sup>12</sup>. Cette tension budgétaire accentue le risque de non-assurance ou de sous-assurance pour les ménages à revenus contraints.

La **digitalisation** s'impose désormais comme le mode opératoire courant : la souscription en ligne des produits (y compris mobilité/assistance), la gestion automatisée des sinistres et l'interaction omnicanale (apps, chat, visioconférence) deviennent la norme, ce qui transforme les organisations et les outils internes. De plus, l'automatisation renforce la rapidité et la standardisation des processus.

L'IA est déjà largement utilisée dans les banques et les assurances : elle aide les équipes à analyser plus vite des documents, à résumer des appels ou à préparer des rapports. Les banques et assurances utilisent des outils d'IA développés en interne car elles doivent protéger les données sensibles de leurs clients. Aujourd'hui arrive une nouvelle étape : l'IA agentique, une technologie capable d'agir seule pour accomplir une mission, et plus seulement de répondre à une question. Elle peut planifier, décider et enchaîner des actions comme un véritable assistant numérique. Cette **transformation numérique** s'inscrit dans un mouvement entamé depuis

---

<sup>10</sup> Assuralia, « [Quatre ans après les inondations : chiffres actualisés et leçons pour l'avenir](#) » in « Pressroom », 8/07/2025, page visitée le 09/01/2026

<sup>11</sup> Terrorism Reinsurance and Insurance Pool

<sup>12</sup> FEDERIA, Communiqué de presse, Baromètre de locations, Evolutions à mi-année 2025, 4 septembre 2025

plusieurs décennies : généralisation du self-banking, transition vers les documents électroniques, travail en réseau et à distance, montée en puissance de la banque mobile et des smartphones comme canaux de distribution prioritaires. À ce titre, la relation client se restructure autour de nouveaux usages digitaux.

Le **télétravail**, développé massivement depuis 2020, impose des investissements continus en cybersécurité, en infrastructures numériques et en gestion des données. Par ailleurs, il redéfinit les modalités de collaboration interne.

Le **rôle du client** lui-même évolue : plus autonome, plus connecté, il devient un acteur actif des opérations bancaires et assurantielles, nécessitant davantage de réactivité, de transparence et d'expérience client. Ainsi, les attentes des usagers influencent désormais directement la conception des services.

Parallèlement, **l'investissement en ligne** se généralise : au premier trimestre 2025, la FSMA relève un record de 94 000 investisseurs belges<sup>13</sup> ayant acheté ou vendu des ETF (fonds indiciels cotés), signe d'une autonomie croissante des clients sur les plateformes digitales et d'un besoin renforcé de transparence de l'information et de surveillance des pratiques. Ce mouvement témoigne, plus largement, d'une démocratisation de l'investissement digital.

L'émergence de nouveaux acteurs — fintech<sup>14</sup> et insurtech<sup>15</sup> — accentue encore la concurrence et pousse les institutions traditionnelles à innover dans les services numériques, les moyens de paiement et l'exploitation stratégique des données. Dans ce paysage en mutation, les modèles d'affaires doivent évoluer rapidement.

**b.** Les transformations technologiques et l'évolution des modes de fonctionnement redéfinissent en profondeur les métiers du secteur : les compétences se transforment, les enjeux de cybersécurité s'intensifient, et les fonctions liées à l'analyse de données, au marketing digital et à la gestion des risques gagnent en importance. Ces mutations n'entraînent pas une disparition brutale des emplois, mais modifient fortement les profils recherchés. Les tâches administratives diminuent au profit de compétences relationnelles, pédagogiques, analytiques et techniques. Les travailleurs doivent désormais comprendre le fonctionnement de l'IA, en expliquer les limites et apporter une véritable valeur ajoutée là où les agents automatisés ne suffisent pas. En pratique, banques et assurances devront former leurs équipes à collaborer avec ces outils, tandis que les collaborateurs deviendront davantage des experts capables de superviser, interpréter et compléter le travail de l'IA. L'emploi évolue

---

<sup>13</sup> FSMA, [Retail Investor Dashboard Q1 2025](#), page visitée le 09/01/2025

<sup>14</sup> Fintech : entreprises qui utilisent la technologie pour simplifier ou automatiser des services financiers (paiements, investissement, gestion d'argent).

<sup>15</sup> Insurtech : entreprises technologiques qui innovent dans l'assurance (souscription en ligne, tarification automatisée, gestion numérique des sinistres).

ainsi vers moins de tâches routinières et davantage de compétences cognitives et relationnelles. **Immobilier**

Le **télétravail**, désormais réduit l'occupation des « grands » bureaux et bascule vers des espaces plus flexibles et performants sur le plan énergétique. Concrètement, les propriétaires et occupants font face à la relocation plus difficile pour les immeubles standards, redimensionnement des surfaces (moins de postes fixes, plus de collaboration), montée des exigences techniques (rénovation énergétique, confort, capteurs/monitoring), et besoin de procédures plus rapides pour transformer ou réaffecter des bâtiments (permis, travaux).

Parallèlement, la montée de **l'e-commerce** bouleverse la logistique ce qui stimule la demande pour des entrepôts « last mile »<sup>16</sup>.

La **transition écologique** impose des standards élevés : les investisseurs privilégient des actifs certifiés et performants, ce qui renchérit les coûts de construction et de rénovation. Cette exigence, bien que bénéfique à long terme, accentue la pression sur les prix et les loyers à court terme.

Enfin, la hausse des loyers résidentiels est spectaculaire.<sup>17</sup> Cette dynamique accentue les difficultés d'accès au logement et renforce la nécessité de fluidifier les procédures pour relancer l'offre.

Le secteur immobilier devient de **plus en plus digital**. Les agences utilisent des outils pour partager les annonces et rendre les informations plus claires, ce qui facilite la recherche de logement dans des zones où l'offre est limitée, comme le Brabant wallon. Ces solutions numériques permettent aussi de mieux gérer les données et d'accélérer les transactions.

L'usage croissant de l'IA générative dans les annonces immobilières transforme le secteur : il permet une mise en valeur des biens par des photos retouchées. Celles-ci pourraient induire les acheteurs en erreur. Elles menacent aussi les pratiques professionnelles traditionnelles et soulèvent un besoin urgent de transparence.

## 5. Les métiers : définition, compétences et marché du travail

L'écriture de ce point d'information se base sur les données reçues en 2025 car le traitement des données a eu lieu avant la réception 2026.

### a. C.11 Assurance

---

<sup>16</sup> Le last mile désigne la dernière étape de la livraison, celle qui relie un entrepôt ou un hub logistique au client final. Les entrepôts « last mile » sont donc des sites situés près des zones urbaines.

<sup>17</sup> Cf. supra 4.aAssurances & Banques

## Définition

Les découpages des fonctions au sein de cette catégorie professionnelle varient de l'activité (assureur ou courtier en assurances), de la taille de l'organisme/entreprise, de son organisation.

Le courtier est l'intermédiaire entre le client et l'assureur. Il s'efforce de répondre aux besoins des clients, connaît le marché des assurances et leur propose des contrats adaptés. Il intervient tant lors de l'étape de souscription qu'en cas de sinistre.

L'assureur est l'entreprise qui conçoit et commercialise des contrats d'assurance. Il évalue les risques, fixe les conditions et les tarifs, et garantit la couverture en cas de sinistre. Il intervient lors de la souscription, du suivi du contrat et de l'indemnisation des assurés.

On retrouve généralement 3 grandes fonctions :

- **Le Conseiller en assurances :**

*« Informe et conseille des particuliers, des entreprises, ... en matière d'assurance de biens et de personnes (incendie, accidents, retraite, prévoyance, ...). Procède à la vente de produits et services selon la politique commerciale de l'établissement et la réglementation de l'assurance. Peut réaliser le montage technique (projet de tarification, ...) et administratif des contrats. Peut promouvoir des produits et services bancaires. »<sup>18</sup>*

Le conseiller en assurances requiert une aisance relationnelle, un sens de l'analyse. Il doit avoir des compétences commerciales solides, notamment en prospection, négociation et fidélisation. La polyvalence technique est également requise, avec une bonne connaissance des produits d'assurance et du cadre légal. L'utilisation des outils bureautiques et la maîtrise des technologies de communication sont indispensables.

- **Le Courtier en assurances :**

*« Accompagne une clientèle (particuliers, professionnels, entreprises, ...) dans le choix et le suivi de produits ou de services d'assurances (assurance Incendie, Accidents, Risques Divers - I A R D-, assurance vie, ...), selon la réglementation de l'assurance et la stratégie commerciale du cabinet ou de la compagnie mandante. Développe et fidélise une clientèle de professionnels (artisans, commerçants, ...) ou de particuliers. Peut assurer la gestion de sinistres (déclaration, encaissement, suivi, ...) jusqu'au règlement. Peut*

---

<sup>18</sup> Forem, [Conseiller / Conseillère en assurances](#), in « Info métier, page visitée en janvier 2026

*assurer la gestion d'une ou plusieurs structures (agence ou cabinet). Peut coordonner une équipe. »<sup>19</sup>*

Le courtier en assurances mobilise des compétences relationnelles, telles que l'écoute active, la capacité à instaurer la confiance et à communiquer de manière claire. Il doit également posséder des aptitudes en négociation et en analyse. L'autonomie et l'esprit entrepreneurial sont essentiels pour gérer son activité. Il maîtriser les aspects réglementaires, juridiques, financiers.

- **Gestionnaire d'assurances**

*« Réalise la rédaction et la gestion (souscription, codification, ...) de contrats d'assurances (risques automobiles, industriels, habitation, ...) par référence à des contrats préétablis ou par adaptation de clauses-types, selon la réglementation de l'assurance. Peut réaliser les appels de cotisations et contrôler leur encaissement. Peut gérer des litiges et contentieux. »<sup>20</sup>*

Le gestionnaire d'assurances doit faire preuve de rigueur et d'un sens aigu de l'organisation. Il possède des compétences d'analyse et de prise de décision afin d'évaluer des dossiers parfois complexes. De bonnes capacités relationnelles sont également essentielles : il doit communiquer efficacement avec les assurés, les experts et les partenaires. Enfin, la maîtrise des outils informatiques et des règles juridiques liées aux assurances est indispensable.

**Le courtier en assurances** joue un rôle de gestionnaire d'une structure (à titre indépendant ou salarié), qui accompagne le client globalement (information, conseil, suivi continu, suivi des sinistres) et négocie les conditions avec les assureurs. Il peut être amené à gérer une équipe. **Le conseiller en assurances** assure plutôt un rôle commercial : il prospecte, vend et fidélise. **Quant au gestionnaire**, il fournit un rôle opérationnel : il gère administrativement les contrats, assure le suivi quotidien et les sinistres.

Aux côtés de ces trois grandes fonctions se trouve l'expert en sinistres : il « *Enquête sur l'origine de sinistres (accidents, incendies, dégâts des eaux, ...). Evalue le montant des dommages (corporels, matériels, économiques, ...) et propose une indemnisation aux parties concernées (victimes, assurés, ...) selon la réglementation de l'assurance et les garanties prévues dans les contrats souscrits. Peut proposer des*

---

<sup>19</sup> Forem, [Courtier / Courtière en assurances](#), in « Info métier, page visitée en janvier 2026

<sup>20</sup> Forem, [Gestionnaire d'assurances](#), in « Info métier, page visitée en janvier 2026

*adaptations ou des évolutions de produits d'assurances au service marketing. Peut coordonner une équipe. »<sup>21</sup>*

Dans les grandes compagnies d'assurance ou chez les grands courtiers, les fonctions ont tendance à être découpées selon le type d'assurances. Par exemple, les portefeuilles peuvent être séparés entre les assurances destinées aux professionnels et celles destinées aux particuliers. Dans ce cas, les assurances liées à la vie (assurance vie, invalidité, santé, etc.) sont généralement gérées par un département différent des assurances « no life », qui couvrent les biens et les responsabilités (habitations, automobiles, etc.). La gestion des sinistres peut également être séparée des autres services.

À l'inverse, les plus petites structures proposent des fonctions plus polyvalentes et plus variées.

#### Le marché de l'emploi

Le métier de conseiller en assurances est considéré par le Forem comme une fonction critique, tandis que celui de gestionnaire d'assurances figure parmi les métiers en pénurie.

Pour ces deux fonctions, les tensions sur le marché du travail s'expliquent notamment par le profil des candidats, qui n'ont souvent ni suivi la formation de base requise, ni obtenu l'agrément nécessaire. Les conditions de travail jouent également un rôle : la rémunération proposée pour la fonction de conseiller en assurances est jugée insuffisante par de nombreux candidats<sup>22</sup>, tandis que les gestionnaires se heurtent à des horaires complexes.

Afin de pallier ces difficultés de recrutement, les employeurs engagent de plus en plus de personnes sans formation initiale spécifique et les forment en interne.

Les emplois proposés sont en général stables, car les employeurs ont tendance à investir dans la montée en compétences de leur personnel. Ils observent toutefois un certain turn-over entre compagnies et courtiers, même si nous ne disposons pas de données chiffrées permettant d'objectiver précisément ce phénomène.

Intitulé ROME	ROME V3	Sjabloon_libellé	Total général	Intérim	% max secondaire
Conseiller en assurances	<b>C1102</b>	Conseiller en assurances	11		10,0%

<sup>21</sup> Forem, [Expert / Experte en sinistres pour les assurances](#), in « Info métier, page visitée en janvier 2026

<sup>22</sup> En commençant, le travailleur gagne entre 1 726 € et 2 018 € brut/mois. Le salaire moyen est environ de 2 300 €. Source : Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, Salaires minimums par (sous-)commission paritaire, Commission paritaire 307.0000: ENTREPRISES DE COURTAGE ET AGENCES D'ASSURANCES, page visitée le 05/02/2026

Courtier en assurances	<b>C1103</b>	Courtier en assurances	481	465	79,0%
Chargé d'indemnisations en assurances	<b>C1107</b>	Expert en sinistres pour les assurances	6	5	66,7%
Gestionnaire en assurances	<b>C1109</b>	Gestionnaire d'assurances	23	9	50,0%

Forem, 2024 ; Traitement : IBEFE Bw

Dans le tableau ci-dessus, nous pouvons observer que les opportunités d'emploi connues par le Forem concernent essentiellement les courtiers en assurances. Cependant, ces chiffres sont à relativiser. D'une part, ces opportunités d'emploi sont pour la plupart diffusées par des agences d'intérim : le nombre exact d'opportunités distinctes et stables est difficile à quantifier. D'autre part, le terme « Courtier en assurances » est souvent utilisé de manière générique dans la recherche d'emploi pour désigner les conseillers ou les gestionnaires, sans distinction précise des fonctions.

Notons également qu'une partie seulement des opportunités transite par le Forem ou ses partenaires. Pour le secteur des banques et des assurances, le site Syndi est spécialisé dans la recherche d'emploi pour le secteur des banques et des assurances.<sup>23</sup>

Le tableau ci-dessus montre que les employeurs cherchent davantage des compétences qu'un niveau d'étude : dans ¾ des opportunités d'emploi, le niveau de l'enseignement secondaire suffit.

Sjabloon_libellé	CE positionnés	Femmes	<25ans	+40ans	Absence permis B	-6mois	+2ans
Conseiller en assurances	50	34,0%	10,0%	60,0%	8,0%	28,0%	32,0%
Courtier en assurances	7	-	-	-	-	-	-
Expert en sinistres pour les assurances	4	-	-	-	-	-	-
Gestionnaire d'assurances	23	69,6%	0,0%	69,6%	13,0%	13,0%	52,2%

Forem, 02-03-2024 ; Traitement IBEFE Bw

50 chercheurs d'emploi inoccupés<sup>24</sup> sont positionnés sur la fonction de Conseiller en assurances dont un tiers sont des femmes. Environ un tiers recherche un emploi depuis plus de deux ans (chercheurs d'emploi de longue durée).

Vingt-trois chercheurs d'emploi sont positionnés sur la fonction de Gestionnaire d'assurances, dont plus de deux tiers sont des femmes, et plus de la moitié recherche un emploi depuis plus de deux ans.

<sup>23</sup> [Syndy - Le site de rencontres professionnelles](#), site visité en janvier 2026

<sup>24</sup> Une même personne peut être positionnée sur les deux métiers. Nous ne pouvons donc les additionner.

Il y a nettement moins de chercheurs d'emploi positionnés sur les fonctions de courtier en assurances et d'expert en sinistres.<sup>25</sup>

### b. C.12 et C13 : Banque et finance

Ce point ne sera pas approfondi, car les métiers spécifiques aux banques et à la finance relèvent presque exclusivement du niveau de l'enseignement supérieur (bachelier ou master). Selon les fonctions, les employeurs exigent soit un niveau d'étude particulier (bachelier ou master), soit un diplôme spécifique, comme un master en finance ou en sciences économiques, ou encore un bachelier en comptabilité.

Ces dernières années, on observe une réduction du nombre de fonctions accessibles sans diplôme spécifique de l'enseignement supérieur. Par exemple, le poste de chargé d'accueil et de services, autrefois ouvert aux diplômés du secondaire, requiert désormais un diplôme de l'enseignement supérieur. Cette fonction constitue aujourd'hui une porte d'entrée dans le secteur, avec des perspectives d'évolution au cours de la carrière vers des postes plus spécialisés ou à responsabilités.

ROMEV3_code	Sjabloon_lib	Intérim	Total général
<b>C1201</b>	Chargé d'accueil et de services clientèle bancaire	119	122
<b>C1202</b>	Conseiller en crédits		11
<b>C1205</b>	Conseiller en gestion de patrimoine financier	28	39
<b>C1206</b>	Chargé de clientèle bancaire	4	6
<b>C1207</b>	Directeur d'une agence bancaire		5
<b>C1301</b>	Agent sur les marchés financiers	37	41
<b>C1302</b>	Gestionnaire de back et middle office sur les marchés financiers	16	33
<b>C1303</b>	Gestionnaire de portefeuilles	2	2
<b>C1401</b>	Employé de banque	7	19

Forem 2024 ; Traitement IBEFE Bw

Malgré la diminution de travailleurs par rapport à 2015<sup>26</sup>, les banques engagent de manière permanente. On peut d'ailleurs observer un onglet « jobs » bien fourni dans

<sup>25</sup> Nous n'avons pas analysé le profil des chercheurs d'emploi car les chiffres ne seront pas significatifs.

<sup>26</sup> Assuralia, Série Statistiques, L'emploi dans le secteur de l'assurance en 2024

les sites des différentes banques présentes en Belgique. Pour le secteur des banques et des assurances, le site Syndi est spécialisé dans la recherche d'emploi.

Sjabloon_lib	CE positionnés	Femmes	<25ans	% +40ans	Absence permis B	-6mois	+2ans
Chargé d'accueil et de services clientèle bancaire	8	-	-	-	-	-	-
Conseiller en crédits	24	87,5%	4,2%	58,3%	16,7%	33,3%	45,8%
Conseiller en gestion de patrimoine financier	15	26,7%	20,0%	40,0%	13,3%	26,7%	26,7%
Chargé de clientèle bancaire	26	50,0%	11,5%	61,5%	23,1%	26,9%	53,8%
Directeur d'une agence bancaire	4	-	-	-	-	-	-
Agent sur les marchés financiers	13	15,4%	46,2%	30,8%	23,1%	23,1%	38,5%
Gestionnaire de back et middle office sur les marchés financiers	4	-	-	-	-	-	-
Gestionnaire de portefeuilles	13	15,4%	15,4%	38,5%	30,8%	30,8%	23,1%
Employé de banque	69	59,4%	7,2%	56,5%	15,9%	31,9%	39,1%

Forem, 02-03-2024 ; Traitement IBEFE Bw

Voici certaines tendances globales des chercheurs d'emploi positionnés sur les métiers des banques et de la finance (C12, C13 et C14)<sup>27</sup> en Brabant wallon :

- 47,2% sont des femmes ;
- 52,3% ont plus de 40 ans ;
- 31,8 % recherchent de l'emploi depuis moins de 6 mois et 38% sont CEI depuis plus de 2 ans.

### c. C14 Immobilier

#### Définitions

Le conseiller immobilier<sup>28</sup> est la profession la plus présente dans cette famille professionnelle. Il « *réalise des transactions immobilières et/ou foncières (location, vente) et conseille des clients sur les possibilités d'acquisition, de location, de vente selon la législation de l'immobilier. Peut-être spécialisé dans un domaine (immobilier*

<sup>27</sup> Dans ce calcul, chaque CEI est comptabilisé une seule fois, même lorsqu'il est positionné sur plusieurs métiers. Le total ne correspond donc pas à la somme des positionnements métiers.

<sup>28</sup> Le conseiller immobilier provient de la nomenclature ROME sur lequel nous nous basons. Le Forem utilisera le terme Agent immobilier issu de sa nomenclature Sjabloon. Ces deux termes se correspondent. Le terme Conseiller immobilier permet d'éviter la confusion de ce métier avec ceux de Gestionnaire de copropriété (syndic d'immeuble) ou de Chargé de gestion locative en immobilier.

*d'entreprise, de commerce, ...). Peut diriger une agence immobilière ou un réseau d'agences.* »<sup>29</sup>

Le conseiller immobilier doit maîtriser les fondements juridiques liés aux transactions (droit civil, fiscalité, urbanisme, déontologie). Il doit également savoir estimer un bien et comprendre les éléments techniques qui influencent sa valeur. Sur le plan commercial, la fonction requiert une réelle aisance en communication, relation client, négociation et valorisation des biens. Enfin, la rigueur administrative, l'organisation, l'autonomie et le respect de la déontologie constituent des compétences transversales essentielles pour assurer un suivi fiable et professionnel des dossiers.

Aux côtés de cette fonction, on retrouve le Gestionnaire de copropriété appelé fréquemment le Syndic d'immeubles et le Chargé de gestion locative.

Le chargé de gestion locative (parfois appelé régisseur immobilier), « *Effectue la gestion locative et administrative d'un portefeuille de biens immobiliers dans les domaines de l'entretien, du nettoyage, de l'hygiène et de la sécurité technique notamment. Veille à la cohérence et à la qualité des services rendus aux clients et aux bonnes relations avec le bailleur. Donne un premier niveau d'information aux différents interlocuteurs (locataires, prestataires, personnels de proximité, ...). Peut être amené à recruter ou former du personnel dit de « proximité » (gardiens, agents d'entretien, agents d'immeuble).* »<sup>30</sup> »

Le chargé de gestion locative doit maîtriser les bases juridiques et administratives de la location, connaître et appliquer toutes les procédures de gestion locative courante. Les compétences organisationnelles sont importantes, tout comme les compétences relationnelles : écoute, empathie, gestion des situations conflictuelles, respect de la confidentialité, etc.

Le gestionnaire de copropriété « *est un gestionnaire de biens intervenant dans la gestion des parties communes des immeubles en copropriété. Mandatés par l'assemblée des copropriétaires (ACP), les syndics organisent les assemblées générales de copropriété, en dressent les procès-verbaux et font appliquer les décisions. Ils assurent la gestion courante de l'ACP et la représentent vis-à-vis des tiers, en vue de la conservation du patrimoine qui leur est confié. Le ou la syndic d'immeubles assure des tâches variées au quotidien, qui mobilisent de multiples compétences (comptabilité, administration, management, techniques du bâtiment, droit...) et la relation avec de nombreux intervenants.* »<sup>31</sup> »

---

<sup>29</sup> Forem, Agent immobilier / Agente immobilière, in « Info métier, page visitée en janvier 2026

<sup>30</sup> Forem, Chargé / Chargée de gestion locative en immobilier, in « Info métier, page visitée en janvier 2026

<sup>31</sup> Forem, Syndic d'immeubles, in « Info métier, page visitée en janvier 2026

Le syndic doit maîtriser les fondamentaux juridiques du droit immobilier, des règles de copropriété. Il doit avoir des compétences de base en comptabilité et en suivi de chantier. Il doit faire preuve de forte rigueur, une organisation et des compétences relationnelles : médiation, diplomatie et capacité de négociation.

Les trois métiers se distinguent par leur finalité et leur champ d'intervention. Le conseiller immobilier intervient principalement dans la transaction : il sert d'intermédiaire entre vendeurs et acheteurs ou entre bailleurs et locataires. Le chargé de gestion locative, lui, se concentre sur la gestion quotidienne des biens. Enfin, le gestionnaire de copropriété s'occupe de la gestion des parties communes d'une copropriété.

#### Le marché de l'emploi

Le nombre d'opportunités d'emploi recensées par le Forem reste assez limité en Brabant wallon et le Forem recense davantage de chercheurs d'emploi positionnés sur ces métiers que le nombre d'opportunités.

Cependant, le Forem reconnaît le Syndic d'immeubles comme un métier en pénurie structurel. Les principales causes de tension sont le manque de formation, l'absence de certificat nécessaire à la fonction, l'horaire (le travail en soirée lors des assemblées de copropriétaires pèserait sur l'attractivité du métier) et la pénibilité du travail (dans les représentations mentales de la société, le métier serait perçu comme contraignant).

Le syndic d'immeuble est davantage recherché à Bruxelles, dans le Hainaut et à Namur.<sup>32</sup> A Bruxelles, les immeubles à appartements et buildings occupent une bien plus large part (23%) du parc de bâtiments, qu'en Flandre (5%) et en Wallonie (3%).<sup>33</sup>

Intitulé ROME	ROMEV3_code	Sjabloon_lib	Total général
Gestionnaire de copropriété	<b>C1501</b>	Syndic d'immeubles	6
Chargé de gestion locative en immobilier	<b>C1502</b>	Chargé de gestion locative en immobilier	3
Chargé d'opérations immobilières	<b>C1503</b>	Responsable de projets immobiliers	9
Conseiller immobilier	<b>C1504</b>	Agent immobilier	1

Forem, 2024 ; Traitement : IBEFE Bw

ROMEV3_code	Sjabloon_lib	CE positionnés	Femmes	<25ans	+40ans	Absence permis B	- 6mois	+2ans
<b>C1501</b>	Syndic d'immeubles	20	55,0%	10,0%	55,0%	10,0%	35,0%	30,0%

<sup>32</sup> Ibidem

<sup>33</sup> Ibidem

<b>C1502</b>	Chargé de gestion locative en immobilier	27	66,7%	18,5%	55,6%	14,8%	40,7%	40,7%
<b>C1503</b>	Responsable de projets immobiliers	15	46,7%	33,3%	53,3%	6,7%	53,3%	26,7%
<b>C1504</b>	Agent immobilier	88	48,9%	30,7%	37,5%	18,2%	35,2%	23,9%

Le Forem, 02-03-2024 ; Traitement IBEFE Bw

Voici certaines tendances globales des chercheurs d'emploi positionnés sur les métiers de l'immobilier (C15) en Brabant wallon :

- 130 chercheurs d'emploi étaient positionnés sur ces métiers<sup>34</sup> ;
- Dont 50% de femmes
- 25,4% âgés de moins de 25 ans et 44,6% âgés de plus de 40 ans
- Dont plus de deux tiers (36,9%) depuis moins de 6 mois et 28,5% depuis plus de 2 ans

## 6. Formations et accès aux métiers

### a. Assurances

#### Reconnaissance auprès de la FSMA

Le conseiller en assurances, le gestionnaire d'assurances (ou tout PCP - personne travaillant avec le public) ou le courtier (dirigeant effectif - DE et responsable de distribution - RD), doit être reconnus/inscrits auprès de la FSMA<sup>35</sup> (l'autorité belge des services et marchés financiers). Pour cela, il doit satisfaire aux examens auprès d'un organisme agréé, au plus tard dans l'année de la prise en fonction. Cette structure d'examens comporte plusieurs modules. Le premier module de base est obligatoire pour tous. Le DE et RE doivent réussir les modules de spécialisation (2 à 4) selon leurs activités.

- Module 1 : Connaissances de base
- Module 2 : Assurances Non-vie
- Module 3 : Assurances Vie (sans composante financière)
- Module 4 : Assurances Vie avec composante financière

Les détenteurs d'un master (ou équivalent) sont dispensés des examens, ainsi que certains détenteurs de bacheliers (ou équivalents)<sup>36</sup>.

<sup>34</sup> Un même chercheur d'emploi peut être positionné sur plusieurs métiers. Ce chiffre ne correspond pas à la somme des chercheurs d'emploi positionnés par métier mais bien le total des chercheurs d'emploi positionnés dans ce sous-secteur.

<sup>35</sup> Financial Services and Markets Authority. La FSMA exerce, aux côtés de la Banque Nationale de Belgique (BNB), le contrôle du secteur financier belge.

<sup>36</sup> Le programme de cours compte au moins 11 crédits se rapportant aux connaissances théoriques en banque. Aucune liste diplômes de bachelier accrédités existe, la FSMA donne son accord sur une base individuelle.

Deux opérateurs de formation organisent des formations menant à ces métiers : l'IFAPME et le Forem.

### IFAPME – Courtier en assurances

La formation comporte les aspects à la fois techniques, juridiques et relationnels nécessaires à la fonction de courtier. Le programme couvre notamment la communication avec les clients, l'analyse des besoins, la gestion et la production de contrats, l'élaboration d'offres, la gestion des sinistres et le suivi administratif des dossiers. Les apprenants se forment également à la gestion d'un bureau de courtage : comptabilité, organisation du travail, obligations légales, aspects financiers et développement commercial.

La formation est organisée en alternance et s'étend sur 2 ans. Elle est accessible aux détenteurs d'un CESS. Elle permet le diplôme Chef d'entreprise, le certificat de gestion de base et les certificats d'examen FEBELFIN. La formation est organisée à Charleroi, Gembloux, Libramont, Liège, Tournai, Verviers et Villers-le-Bouillet. En Wallonie, l'IFAPME comptabilisait 211 inscrits en 2023-2024.

### Forem – Conseiller en assurances

Le Forem organise la formation de conseiller en assurances à plusieurs endroits en Wallonie<sup>37</sup>. En 2024, 47 chercheurs d'emploi<sup>38</sup> y étaient inscrits, dont 11 à Nivelles.

A Nivelles et à Floreffe, la formation dure environ 4 mois et comporte de la pratique professionnelle via un stage. Elle prépare plus particulièrement à la fonction de gestionnaire d'assurances. C'est pourquoi, elle comporte de la communication écrite et de la bureautique. Pour s'y inscrire, le candidat doit être un chercheur d'emploi et posséder le CESS. A la fin de la formation, le stagiaire obtient le certificat reconnu par le FSMA pour les branches réussies. Les examens se déroulent dans le centre de formation Forem à Floreffe.

### Enseignement supérieur

L'enseignement supérieur (dont l'enseignement pour adultes de niveau de l'enseignement supérieur) organise également plusieurs formations en lien avec les assurances.

## **b. Banques et finance**

Nous n'approfondirons pas ce point car il demande principalement un niveau d'enseignement supérieur.

---

<sup>37</sup> Dont Charleroi, Tournai, Nivelles, Floreffe et Marloie.

<sup>38</sup> À Nivelles, à Floreffe et à Marloie

Notons cependant que l'IFAPME organise la formation de Conseiller financier en 2 ans. Elle est dispensée à Charleroi, Gembloux, Liège, Marche-en-Famenne et Tournai. 91 personnes y étaient inscrites. Pour y accéder, il faut posséder un CESS. A l'issue de la formation, le stagiaire qui réussit obtient le diplôme de formation de Chef d'entreprise, le Certificat de connaissances de base en gestion. L'examen FEBELFIN en intermédiation bancaire/service de financement est passé en fin de 1ère année.

Cette formation donne accès à la formation de candidat stagiaire conseiller fiscal / expert-comptable (accessible également au détenteur d'un master, d'un bachelier en comptabilité ou du diplôme de chef d'entreprise Comptable).

### **c. Immobilier**

#### **Agrément**

Pour devenir agent immobilier indépendant, il faut posséder un agrément auprès de l'IPI (Institut des Professionnels des agents Immobiliers). En tant que salarié, aucun agrément est nécessaire : c'est l'employeur qui doit le posséder.

Ce titre d'agent immobilier regroupe l'accès aux trois fonctions décrites ci-dessus : conseiller immobilier (ou appelé par le secteur courtier), le syndic et le chargé de gestion locative (appelé par le secteur régisseur).

Le candidat doit posséder au moins un bachelier, quel que soit la finalité, ou posséder le diplôme chef d'entreprise en agent immobilier (IFAPME ou EFP).

La procédure pour être agréé comporte un test de compétence informatif, un stage de minimum 1 an à titre d'indépendant et deux examens d'aptitude pratique écrit et oral.

#### **IFAPME – Agent immobilier**

La formation d'Agent immobilier proposée par l'IFAPME vise à développer l'ensemble des compétences pour les trois fonctions. Elle forme les apprenants à rechercher, estimer et promouvoir des biens immobiliers, à assurer leur présentation aux candidats acquéreurs ou locataires, et à gérer les démarches administratives liées à la vente ou à la location (baux, compromis, obligations légales). Les participants apprennent également à administrer des biens immobiliers, que ce soit dans le cadre d'une copropriété (syndic) ou d'une gestion locative (régie), ainsi qu'à maîtriser les aspects juridiques, financiers, commerciaux et déontologiques liés à une agence immobilière. La formation inclut des modules théoriques approfondis tels que le droit civil, la fiscalité, l'urbanisme, les techniques de construction, les expertises, la publicité immobilière et les techniques de vente.

La formation s'étend sur 3 ans, en alternance. L'admission est accessible dès 18 ans, moyennant la détention d'un CESS. Au terme du parcours, les apprenants

obtiennent un Diplôme de chef d'entreprise ainsi que le Certificat de gestion de base, ouvrant l'accès à la profession et permettant l'inscription à l'IPI en vue de l'agrément. Cette formation est organisée dans 14 centres wallons, dont à Wavre et Perwez. Cela représente 1343 inscrits en 2023-2024, dont 234 en Brabant wallon.

#### IFAPME – Expert en immobilier

La formation d'Expert en biens immobiliers vise à préparer les apprenants à évaluer un bien immobilier de manière complète, professionnelle et argumentée. L'expert est chargé d'estimer la valeur de maisons, appartements ou bâtiments divers, mais aussi de réaliser des missions telles que les états des lieux, les certificats énergétiques ou urbanistiques, ou encore l'expertise en cas de sinistre, de litige ou de succession. Les apprenants acquièrent également les bases juridiques, urbanistiques et techniques indispensables pour intervenir en contexte privé ou judiciaire.

La formation est organisée sur 2 ans et l'alternance est recommandée. Les conditions d'accès exigent généralement un diplôme de l'enseignement supérieur (bachelier, master...) ou un numéro d'agrément IPI, certaines équivalences permettant l'accès direct en deuxième année (par exemple, le bachelier en immobilier ou le diplôme de chef d'entreprise Agent immobilier).

Cette formation est organisée à Perwez et dans six autres centres wallons. En 2023-2024, l'IFAPME comptabilisait 108 inscrits dont 4 en Brabant wallon.

#### Enseignement supérieur

Plusieurs hautes écoles et écoles d'enseignement pour adultes organisent un bachelier en immobilier mais aucune en Brabant wallon.

## **7. Conclusions**

Le Brabant wallon se distingue particulièrement dans les activités financières et d'assurance : indice de spécialisation élevé, évolution positive des postes salariés, part importante d'assujettis wallons, etc.

Dans ce paysage, le conseiller en assurances est une fonction critique, pour laquelle les employeurs rencontrent des difficultés à engager du personnel et le gestionnaire d'assurances est un métier en pénurie. Plusieurs causes sont pointées : absence du certificat du FSMA, la rémunération, les horaires. Ces difficultés pourraient s'accroître dans les années à venir car au moins un tiers des travailleurs ont plus de 50 ans. Par manque de personnel, certains employeurs engagent des travailleurs avec CESS, qu'ils forment eux-mêmes, avec comme conditions la réussite des épreuves indispensables à la profession. Le maintien de l'offre de formation, voire l'ouverture de nouvelles formations serait utile.

La majorité des fonctions du secteur bancaire ou financier requiert désormais au minimum un diplôme de l'enseignement supérieur, y compris pour des postes autrefois accessibles aux diplômés du secondaire.

Concernant l'immobilier, le Brabant wallon ne connaît pas de tensions généralisées sur son marché du travail. Toutefois, le syndic d'immeubles demeure un métier en pénurie reconnue, principalement en raison des exigences réglementaires, de la polyvalence nécessaire et de conditions de travail perçues comme contraignantes. Même si le Bw semble moins touché que d'autres territoires, la situation pourrait évoluer à moyen terme. En effet, plusieurs dynamiques locales – tensions croissantes sur le logement, prix élevés, rareté de l'offre, transformation des structures familiales vers des noyaux plus petits – pourraient augmenter la demande en gestion locative et en gestion de copropriétés.

## 8. Bibliographie (non exhaustive)

- Adem, Fiche ROME C1109,
- Assuralia, Série Statistiques, L'emploi dans le secteur de l'assurance en 2024
- Banque Nationale de Belgique, Rapport 2024 – Développements économiques et financiers, 20 février 2025
- FEDERIA, Baromètre de locations, Evolution à mi-année 2025, 4 septembre 2025
- FEDERIA, Communiqué de presse, Digitalisation, collaboration, data : un tournant stratégique pour les professionnels de l'immobilier avec Federia, le 15 mai 2025
- FEDERIA, Communiqué de presse, Baromètre de locations, Evolutions à mi-année 2025, 4 septembre 2025
- Forem, C150401-1 Agent immobilier / Agente immobilière, Toolbox (ressources internes), 03/04/2025
- Forem, C110201-1 Conseiller en assurances, Toolbox (ressources internes), 03/04/2025
- Forem, C110301-1 Courtier / Courtière en assurances, QPM (ressources internes), 03/04/2025
- IPI, Devenir Agent immobilier, 2022
- FSMA, Retail Investor Dashboard, Q1 2025
- Pôle emploi - Direction Générale, Fiche ROME C1102, Octobre 2017
- UPSI, Rapport annuel 2024
  
- ASBL TRIP (Terrorism Reinsurance & Insurance Pool, Information pour les assurés [TRIP](#), page visitée en janvier 2026
- Assuralia, « [Entretien avec Thomas Vierset : la mobilité évolue, les assurances aussi](#) » in « Articles », 28/11/2025, page visitée le 09/01/2026
- Assuralia, « [De plus en plus d'accidents sur le chemin du travail liés à la mobilité douce](#) » in « Pressroom », 11 septembre 2025, page visitée le 09/01/2026
- Assuralia, « [Quatre ans après les inondations : chiffres actualisés et leçons pour l'avenir](#) » in « Pressroom », 8/07/2025, page visitée le 09/01/2026, page visitée le 09/01/2026
- Beacom, [Rapport annuel sur le commerce électronique en Belgique - Beacom](#), page visitée en janvier 2026
- Belgian Climate Centre, [Un nouveau moniteur pour visualiser les dommages climatiques par commune en Belgique](#), page visitée en janvier 2026
- Brokers Academy, [FAQ | Brokers Academy - Votre partenaire en matière de règles d'examen sectorielles en assurances et crédit](#), page visité en janvier 2026

- Febelfin academy, [Quelles sont les nouvelles exigences en matière de connaissances dans le cadre de l'IDD? | Febelfin Academy](#), page visitée en janvier 2026
- Flows, [Le secteur de l'immobilier logistique en 2024 robuste dans un contexte difficile – Flows](#), 23 janvier 2025, page visitée en janvier 2026
- Forem, [Agent immobilier / Agente immobilière](#), in « Info métier, page visitée en janvier 2026
- Forem, [Chargé / Chargée de gestion locative en immobilier](#), in « Info métier, page visitée en janvier 2026
- Forem, [Conseiller / Conseillère en assurances](#), in « Info métier, page visitée en janvier 2026
- Forem, [Courtier / Courtière en assurances](#), in « Info métier, page visitée en janvier 2026
- Forem, [Gestionnaire d'assurances](#), in « Info métier, page visitée en janvier 2026
- Forem, [Expert / Experte en sinistres pour les assurances](#), in « Info métier, page visitée en janvier 2026
- Forem, [Syndic d'immeubles](#), in « Info métier, page visitée en janvier 2026
- Forem, « [Finances, banques et assurances](#) » in « Info métier », page visitée en janvier 2026
- FSMA, [Qu'est-ce qu'une "personne en contact avec le public" \("PCP"\) ? | FSMA](#), page visitée en janvier 2026
- IFAPME, [Agent immobilier \(H/F/X\) | IFAPME](#), in « Catalogue de formations qualifiantes », page visitée en janvier 2026
- IFAPME, [Candidat courtier en assurances \(H/F/X\) | IFAPME](#), in « Catalogue de formations qualifiantes », page visitée en janvier 2026
- IFAPME, [Expert en biens immobiliers \(H/F/X\) | IFAPME](#), in « Catalogue de formations qualifiantes », page visitée en janvier 2026
- IFAPME, [Conseiller financier \(H/F/X\) | IFAPME](#), in « Catalogue de formations qualifiantes », page visitée en janvier 2026
- IFAPME, [Candidat stagiaire Conseiller fiscal / Expert-comptable \(H/F/X\) | IFAPME](#) in « Catalogue de formations qualifiantes », page visitée en janvier 2026
- IPI, [Devenir agent immobilier | BIV](#), page visitée en janvier 2026
- FEPRABEL, [Feprabel - En pratique](#), in « Devenir Courtier », page visitée en janvier 2026
- FSMA, [Retail Investor Dashboard Q1 2025](#), page visitée le 09/01/2025
- Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, [Salaires minimums par \(sous-\)commission paritaire](#), Commission paritaire 307.0000: ENTREPRISES DE COURTAGE ET AGENCES D'ASSURANCES, page visitée le 05/02/2026

- ARES, [Accueil Mes études - Site mes études](#), site visité en janvier 2026
- Belfius, [Bienvenue](#), site visité en décembre 2025
- Beobank, [Beobank | Offres](#), site visité en décembre 2025
- BNP Paribas, [Offres d'emploi Belgique - BNP Paribas](#), site visité en décembre 2025
- CBC, [Travailler dans une banque - CBC Banque et Assurance](#), site visité en décembre 2025
- Crelan, [Travailler chez Crelan | Crelan](#), site visité en décembre 2025
- ING, [Travailler à ING en Belgique](#), site visité en décembre 2025
- [Syndy - Le site de rencontres professionnelles](#), site visité en janvier 2026
  
- La Libre Belgique, IA et immobilier : le casse-tête des offres trop parfaites. 26/11/2025
- La Libre Belgique, Adieu l'ancienne banque : la nouvelle vague d'IA va déferler au sein de BNPP Fortis. 01/12/2025
- La Libre Belgique, « Les effets à long terme de l'intelligence artificielle me font peur, 08/11/2025
- Libre Eco/Finances, Investir durablement dans l'intelligence artificielle, est-ce possible ?, 1 et 2/02/2025
- Trends Tendance, Et si Chatgpt remplaçait votre banquier ?, 13 novembre 2025
  
- ONSS, répartition des postes de travail, 30/06/2022 : Calculs : IWEPS
- Statbel (Direction générale Statistique - Statistics Belgium), nombres d'assujettis 2024
- Forem, Opportunités d'emploi, 2024
- Forem, Positionnements des chercheurs d'emploi, 2024
- Forem, Stagiaires en formation, 2024
- IFAPME, Inscriptions, 2023-2024
  
- Séance de l'IBEFE Bw du 18/11/2025 : Wilink Insurance SA : Présentation de l'entreprise (les profils-métiers) par Madame Stéphanie Hollanders, HR Director

Correction orthographique et reformulation assistées par intelligence artificielle